



INFORMATIONS VIDEOSURVEILLANCE CHCB

Objet du traitement (finalité et base légale) :

L'Association CLUB HIPPIQUE DE LA CÔTE BASQUE dont le siège est situé à Anglet – Route du Petit Palais, a placé ses écuries sous vidéosurveillance afin d'assurer la sécurité de son personnel, de ses équidés et de ses biens. Les images enregistrées dans ce dispositif ne sont pas utilisées à des fins de surveillance du personnel ni de contrôle des horaires.

La base légale du traitement est l'intérêt légitime (cf. article 6.1.f) du Règlement européen sur la protection des données).

Données et catégories de personnes concernées :

Les employés de L'Association CLUB HIPPIQUE DE LA CÔTE BASQUE sont filmés par le dispositif. Les visiteurs occasionnels du club hippique sont également susceptibles d'être filmés.

Destinataires :

Les images peuvent être visionnées, en cas d'incident, par le personnel habilité de L'Association CLUB HIPPIQUE DE LA CÔTE BASQUE (le comité directeur) et par les forces de l'ordre. Les personnels de la société en charge de la maintenance du matériel peuvent également accéder aux images, à cette seule fin.

Durée de conservation :

Les images sont conservées un mois.

En cas d'incident lié à la sécurité des personnes et des biens, les images de vidéosurveillance peuvent néanmoins être extraites du dispositif. Elles sont alors conservées sur un autre support le temps du règlement des procédures liées à cet incident et accessibles aux seules personnes habilitées dans ce cadre.

Droits des personnes :

Vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition et d'un droit à la limitation du traitement de vos données (cf. cnil.fr pour plus d'informations sur vos droits).

Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement de vos données dans ce dispositif, vous pouvez contacter L'Association CLUB HIPPIQUE DE LA CÔTE BASQUE par email, courrier ou téléphone.

Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits Informatique et Libertés ne sont pas respectés ou que le dispositif vidéo n'est pas conforme aux règles de protection des données, vous pouvez adresser une réclamation.

